

Investir dans l'Europe de demain
13 mai 2019, Conseil Economique, Social et Environnemental
11:30 - 12:30 Table ronde - Financement des entreprises innovantes

[Monsieur le Commissaire européen,] M. le Vice-Président, Mesdames et messieurs, chers amis, je tiens à remercier les organisateurs d'avoir associé le FEI à cette table ronde.

En quatre années le plan Juncker a transformé le rôle du groupe BEI permettant de relancer l'innovation en Europe en incitant les investisseurs à prendre plus de risque dans leurs financements aux PME.

Au sein du Groupe BEI, le FEI a financé 310 000 entreprises à ce jour grâce au Plan Juncker, avec une projection estimée à 945 000 à la fin de la période d'investissement.

Plus de 10 milliards de transactions en 2018, niveau atteint pour la première fois, grâce à 347 accords de financement. Près de 1,2 milliards d'euros engagés en France. Le financement a ciblé l'innovation à hauteur de 60%, en augmentation de près de 20% par rapport à 2017.

Ces transactions devraient générer plus de 8,1 milliards d'euros de nouveaux financements pour les PME françaises. Les investissements mobilisés par le FEI dans le pays depuis le lancement du Plan Juncker s'élèvent à 16,7 milliards d'euros correspond à presque 6000 euros par PME financée.

Un succès concret donc, salué par beaucoup, et cependant déjà de nombreuses questions pour l'avenir : dans une économie mondialisée, en pleine révolution numérique/digitale, l'Europe fait face à des défis inédits, nos concurrents sont toujours plus innovants, plus forts. Nous avons beaucoup fait et pourtant il faut déjà se remettre devant une feuille blanche pour concevoir les outils de demain. L'Europe a beaucoup d'atouts et l'innovation est la base de nos économies.

[L'innovation est aussi un outil pour défendre nos valeurs, notre modèle de société.]

Perspectives globales

En matière d'innovation, malgré des avancées réelles l'Europe est malheureusement toujours en retard par rapport aux États-Unis, au Japon et à la Chine. Et notre retard s'accroît. Le centre de gravité de l'économie mondiale a basculé vers le Pacifique. Cela veut dire des secteurs industriels, des centres de décision, des emplois qui se délocalisent.

Je ne veux pas faire ici de catastrophisme, mais je pense qu'il est important de décrire la situation et mentionner quelques chiffres afin d'illustrer la problématique et réagir. Réagir rapidement, car nos concurrents sont plus rapides.

Les États-Unis restent très compétitifs. Un marché de capitaux sans équivalent, profond et liquide. Une culture de la prise de risque très ancrée.

La Chine vient de dépasser l'UE pour ce qui est des dépenses de R&D, elles représentent désormais 2,1% de son PIB. Un marché interne colossal et une intervention étatique forte et un marché intérieur protégé compensent un marché de capitaux peu performant.

Sur les quinze plus grandes entreprises numériques mondiales, aucune n'est européenne. L'Europe à 27 ne compte que cinq « licornes » parmi les 100 principales, et la première se situe au 56^e rang.

Notre marché intérieur reste fragmenté autant que la régulation, les normes. Nous sommes très (trop ?) ouverts aux investissements des pays tiers et ce sont eux qui se retrouvent en position d'unifier notre marché... de l'extérieur.

Malgré des avancées, notre culture du risque reste timide : la faillite est encore vécue comme un stigmaté.

Et concrètement les effets de cette nouvelle donne mondiale se font déjà sentir. Des secteurs entiers sont désormais dominés par des pays tiers : automobile, 5G, espace, robotique... La liste est longue.

Cependant, pas de catastrophisme. L'Europe a de sérieux atouts : une recherche parmi les meilleures du monde. Et une recherche qui laisse plus que les autres la place à la créativité, et cela attire les chercheurs. Un secteur du cleantech performant. Une capacité à déterminer l'agenda numérique, par exemple sur la protection des données personnelles. Des infrastructures de grande qualité. Une main d'œuvre qualifiée. Un écosystème de start-ups qui a fait des progrès visibles grâce au Plan Juncker. Nous débordons d'idées novatrices.

Quels sont nos chantiers principaux ?

1 Compléter le marché intérieur en y incluant les services financiers sous l'égide de **l'Union des marchés de capitaux** (CMU en bon français)

2 Une **politique industrielle cohérente** – après Siemens- Alstom, il paraît évident qu'il faut trouver un meilleur équilibre entre ouverture et protection

3 Enfin, c'est le sujet que le FEI connaît le mieux, une initiative européenne pour faire avancer le deep-tech (par exemple Intelligence Artificielle, Big Data, agenda digital ou marché unique numérique). Et nous assurer que nos meilleures technologies fleurissent en Europe et pas ailleurs.

Ici le FEI, et le Groupe BEI, peuvent jouer un rôle concret et utile. En coopération avec les acteurs nationaux. Je pense que les chantiers clés, le chemin critique sont les suivants :

-Améliorer l'interface entre la recherche et l'industrie, notamment les start-ups. C'est ce que j'appellerais « la révolution du Transfer de Technologie académique », un tournant que le FEI a pris très tôt. Libérer de nouvelles sources de financement pour financer les meilleures technologies disruptives plus tôt dans leur développement. Un ambitieux projet voit le jour avec le **Conseil européen de l'innovation (EIC en bon français) – programme d'accélérateur**. Il sera doté de 2,2 mds d'euros en subventions et instruments financiers pour 2019 et 2020.

-Continuer et augmenter le soutien à l'écosystème européen. Ainsi le programme InvestEU (2021-2027) s'appuiera sur le succès du plan Juncker. La garantie InvestEU s'élèvera à au moins 38 milliards d'euros devant permettre de mobiliser au moins 650 milliards d'euros.

-Ce faisant il faudra veiller à mettre en place des incitations pour attirer vers le capital-risque les capitaux privés, les institutionnels, family offices européennes ou d'ailleurs : je suis préoccupé de ce que la reprise progressive du marché européen du capital risque résulte plus du soutien public que d'une participation accrue du privé...

-Enfin, investir avec ce que j'appellerais « l'intentionnalité stratégique » ou « Strategic Intent » : il nous faut un **Fonds souverain européen** qui investisse fortement dans l'innovation à partir d'une optique stratégique, en ciblant des secteurs clé pour notre compétitivité

Dans ce contexte l'écosystème français change rapidement

Historiquement, la France était en retrait par rapport à d'autres pays européens, Allemagne et Royaume-Uni mais aussi pays Scandinaves. La situation change puisqu'aujourd'hui Paris abrite certaines des start-ups les plus intéressantes du continent, telles que Deezer et BlaBlaCar.

Station F joue aussi un rôle important, et il s'agit d'une initiative privée en contact permanent avec l'État. Ce type d'initiatives contribuent à créer un environnement favorable à l'innovation et attirer des talents de partout.

La France est une de nos destinations principales pour ce qui est de nos investissements en transfert de technologie (TT) et d'amorçage, étapes clé de l'innovation. Ainsi plus de 190 millions d'euros ont été investis dans 12 fonds depuis 2011. À titre de comparaison, le Royaume Uni se classe deuxième avec 126 millions d'euros investies dans 7 fonds.

La couverture sectorielle est assez large puisqu'elle inclue le Numérique (Digital), les Sciences de la vie, ou encore les Cleantech.

Notre dernière opération TT (signé en début d'année) est un investissement de 15 million d'euros dans le fonds PSL Innovation géré par Elaia Partners. Le fond est spécialisé dans les « deep tech » des secteurs de l'ICT et des sciences de la vie.

Dans cet esprit d'innovation déjà bien avancé, notre accord de garantie InnovFin signé ce matin avec **Bpifrance** marque une étape additionnelle dans le financement de projets innovants.

Le réseau d'intermédiaires financiers travaillant avec le FEI est aujourd'hui l'un des plus étendus en Europe (comprenant, en France, près de 30 partenaires institutionnels et pas moins de 70 gestionnaires de fonds). Les PME françaises ont, par ce fait, accès à une large gamme de financements grâce à notre support.

Remarques finales

Au FEI nous travaillons sur d'autres initiatives importantes: la défense, l'espace, le social. Ma conclusion portera cependant sur la nécessité de bâtir des partenariats plus riches et ambitieux.

L'Europe peut et doit soutenir l'innovation, il y va de notre avenir, de nos emplois, de notre modèle de société. Mais l'Europe seule n'y arrivera pas.

Elle ne peut réussir que si elle peut s'appuyer sur des partenaires sur le terrain, et vice-versa. Avec nos partenaires nationaux tels que la BPI, qui je le signale est aussi notre actionnaire, il nous faut concevoir de **nouvelles formes de partenariats** adaptés aux besoins d'aujourd'hui.

[Forts du travail commun au sein de la EIF – NPI Platform,] il faut désormais mettre en place un fonctionnement en réseau, lutter contre la duplication, être plus rapides. Il faudra trouver des processus et des standards communs pour que tous ses acteurs fonctionnent en réseau. Le FEI peut en être le fédérateur.

C'est là un de nos axes de travail principal au cours des prochains mois.

Je vous remercie de votre attention.